

Paris La Défense, le 24 novembre 2025

L'UNIC salue la volonté de dialogue de la nouvelle Déléguée interministérielle à la sécurité routière mais alerte sur l'urgence d'avancer sur des mesures concrètes



De g. à dr. : Marie Martinez (UNIC), Camille Sablayrolles (FNA), Patrick Mirouse (UNIDEC), Christelle Oberholz (UNIDEC), Philippe Destarquet (SNICA-FO), Antoine Beaudonnet (Enpc-Ediser), une représentante SNICA-FO, Patrice Bessonne (Mobilians), un représentant SNICA-FO, Lorenzo Lefebvre (Mobilians)

Estelle Balit, nouvelle Déléguée interministérielle à la sécurité routière, a reçu cet après-midi au ministère de l'Intérieur l'intersyndicale représentative des professionnels de l'enseignement de la conduite et des inspecteurs (UNIC, UNIDEC, Mobilians, SNICA-FO). Elle était accompagnée de Michèle Lugrand, adjointe à la déléguée ministérielle à la Sécurité routière, de Catherine Bachelier, sous-directrice de l'éducation routière et du permis de conduire, et de son adjoint, Tristan Riquelme.

L'UNIC, représentée par Marie Martinez, vice-présidente, et Camille Sablayrolles, responsable de la branche métier Écoles de conduite à la FNA, salue la démarche rapide d'Estelle Balit, qui a reçu les organisations professionnelles une semaine seulement après sa nomination, un geste perçu comme un signal fort d'ouverture.

Les organisations réaffirment l'urgence d'un plan ambitieux

Si Madame Balit a indiqué que des premières solutions avaient été trouvées, l'intersyndicale a rappelé unanimement que le plan Buffet reste un dispositif conjoncturel, insuffisant pour répondre à l'ampleur de la crise.

Actuellement :

- Les délais d'attente explosent,
- Le niveau des candidats inquiète (fraude au code, réussite sans maîtrise, 80 % des élèves à qui réexpliquer lorsqu'ils débutent les leçons),
- La filière perd des écoles, incapables de faire face à la pression économique et opérationnelle,
- La violence et l'agressivité augmentent, conséquence directe des délais interminables.



Marie Martinez précise : « *Nous constatons une montée de violences en écoles de conduite. Faire attendre un jeune trois ou quatre mois pour une place d'examen n'est plus tenable pour lui, pour les familles, ni pour les enseignants. Nous avons besoin d'un vrai choc de recrutement, pas de remplacements au compte-gouttes.* »

Un manque d'inspecteurs indéniable

Les organisations ont rappelé que :

- Il n'y a aucun risque de sur-recruter, la démographie ne baissant légèrement qu'à partir de 2033,
- La formation d'un inspecteur dure 6 à 9 mois, ralentissant tout effet concret,
- La dernière promesse publique (100 inspecteurs annoncés par Gérald Darmanin) n'en avait produit que 50 en pratique.

Elles ont également dénoncé le manque de transparence DRH sur les entrées et sorties d'effectifs, rendant impossible toute vision prospective.

Une piste d'ouverture d'autres concours a également été abordée par la DSR, mais sans calendrier ni engagement ferme.

→ Pour l'inter-syndicale, la seule solution pérenne est le **recrutement sans plus tarder de 150 Inspecteurs du Permis de Conduire et de la Sécurité Routière (IPCSR)**, et de **20 Délégués au Permis de Conduire** pour soutenir les missions de contrôle et de formation

Formation et sécurité routière : des signaux alarmants

Les organisations ont par ailleurs alerté sur :

- La dérive d'un permis « produit de consommation », avec des pratiques commerciales trompeuses générant des situations dramatiques pour les élèves en erreur,
- Les limites d'un code passé en ligne, avec parfois jusqu'à 10 tentatives,
- Le niveau préoccupant des candidats, nécessitant souvent une reprise des bases lorsqu'ils commencent les heures de conduite,
- Le besoin urgent de renforcer l'apprentissage du risque (alcool, stupéfiants, téléphone, comportements infractionnistes),
- La nécessité d'augmenter le minimum de formation de 20h à 28h, comme dans la majorité des pays européens.

La Déléguée ministérielle a confirmé que la mission confiée à l'Inspection Générale de l'Administration (IGA), qui sera reçue dans le courant de la semaine par la DSR, intégrera ces sujets, et qu'un rapport formulant des recommandations est attendu fin février 2026.

Conduite accompagnée : un potentiel à renforcer, pas à fragiliser

Les organisations professionnelles et la DSR ont abordé de premiers axes de réflexion afin d'améliorer le taux de réussite et l'attractivité de la conduite accompagnée :

- Lancement de groupes de sondage auprès de parents et de jeunes de 15-18 ans (à Tours et Dijon) sur l'apprentissage de la conduite,
- Analyse des leviers, comme la perception des risques, pour favoriser la conduite accompagnée.

L'UNIC demande des arbitrages rapides au plus haut niveau

L'intersyndicale a demandé qu'un rendez-vous soit organisé avec le Premier ministre, jugeant nécessaire un cadrage politique et budgétaire clair.

Marie Martinez conclut : « *Nous saluons l'écoute d'Estelle Balit et l'ouverture du dialogue. Mais nous avons besoin maintenant de décisions : des recrutements nets, un renforcement de la formation, et la fin des campagnes commerciales trompeuses. La sécurité routière ne peut plus attendre.* »

Des chantiers complémentaires pour la FNA

Parallèlement à ce dossier, plusieurs sujets relevant du périmètre de la FNA auront l'occasion d'être traités avec la Déléguée ministérielle :

- La sécurité et la reconnaissance des dépanneurs et gardiens de fourrière,
- La revalorisation et la protection de ces métiers,
- La clarification des conditions d'exercice et des missions associées.

« *La sécurité routière repose aussi sur des femmes et des hommes (enseignants, inspecteurs, dépanneurs, gardiens de fourrière) qu'il faut protéger, accompagner et valoriser* », souligne Camille Sablayrolles.

À propos

La FNA est l'organisation professionnelle représentative des Entrepreneurs Artisans de l'automobile depuis 1921. Elle regroupe l'ensemble des métiers en lien avec les services de l'automobile, un secteur qui compte plus de 170 000 entreprises et 421 000 salariés.

L'UNIC, la branche sécurité routière de la FNA, est la fédération représentative des intérêts des dirigeants d'écoles de conduite en France.